

«La hausse des dépenses sociales menace l'investissement dans les transports et la formation»

Pascal Gentinetta, directeur d'economiesuisse.

Jean-Claude Péclet
Samedi 3 mai 2008

Le Temps: Etes-vous un homme soulagé depuis le 14 avril?

Pascal Gentinetta: (réfléchit) Attendez, je cherche l'événement qui aurait dû me marquer ce jour-là...

C'est, selon les calculs du Département fédéral des finances, le jour où le contribuable suisse cesse de travailler pour payer ses impôts et profite pleinement de son salaire.

(Rit) Pas tout à fait: avec les prélèvements obligatoires, la période se prolonge jusqu'à fin mai. Si vous ajoutez toutes les taxes, jusqu'au début de juillet. Donc, le 14 avril ne me soulage qu'à moitié!



Pascal Gentinetta: «Ce n'est qu'en lançant rapidement une 6e révision de l'assurance invalidité concentrée sur la maîtrise des dépenses que nous accepterons une augmentation de la TVA limitée dans le temps.» (photo: Keystone)

- Existe-t-il un niveau souhaitable de quote-part étatique au produit intérieur brut?
- La discussion ne se réduit pas à un chiffre. Les économistes s'intéressent au rapport qualité/prix, en fonction de deux exigences. Premièrement, la charge fiscale doit rester supportable pour que la Suisse reste compétitive. Deuxièmement, les prestations de l'Etat doivent être analysées sous l'angle de leur impact sur la croissance.
- La politique ajoute une troisième exigence: l'effet redistributif. Peu après votre nomination comme directeur, economiesuisse a publié une étude montrant que les entreprises et le cinquième des contribuables les plus aisés financent ensemble 80% de l'Etat. Le système fiscal suisse est très solidaire, en concluez-vous. Un livre récent de Hans Kissling* souligne au contraire que les cent Zurichois les plus riches possèdent autant de fortune que 552000 autres contribuables (soit 76% du total). Peut-on parler de solidarité?
- La présence d'un petit nombre de très riches contribuables est due à une politique fiscale qui attire les grosses fortunes mobiles. Croire qu'il suffit de redistribuer leur argent pour que tout le monde soit heureux, c'est penser en circuit fermé. Les pays qui l'ont fait connaissent une fuite des capitaux. Sur le fond de votre question, il existe différents concepts en matière d'égalité et de redistribution. Pour faire simple, disons qu'economiesuisse défend l'égalité des chances.
- Cela s'appelle aussi la méritocratie. La thèse de Hans Kissling est qu'elle ne fonctionne pas. Selon lui, la Suisse se «re-féodalise» par le jeu des héritages concentrant la fortune dans les mains de gens qui ne l'ont pas méritée par leur travail.
- Pour contrer ce phénomène, un impôt sur les successions pourrait théoriquement se justifier, s'il ne fait pas doublon avec l'impôt sur la fortune déjà existant.
- Economiesuisse s'engage pour alléger la fiscalité des entreprises. Le peuple a accepté - de justesse - une mesure dans ce sens en février. N'est-il pas temps de songer aux familles et à la classe moyenne, qui supportent une part croissante de l'impôt?
- On ne peut pas dire qu'economiesuisse ne s'engage pas en faveur des familles. Nous avons soutenu le paquet fiscal. Peut-être le moment est-il venu de penser à une refonte plus fondamentale de l'imposition des personnes physiques. Une simplification serait bienvenue, par le biais d'une «flat rate tax» par exemple. Une fois de plus, ce sont certains cantons alémaniques qui s'y sont mis les premiers: Uri, Obwald, la Thurgovie.

Pourvu que les cantons romands ne ratent pas le coche.

- Il n'empêche que, lors de sa dernière conférence de presse, economiesuisse demandait un nouvel allègement en faveur des entreprises.

- Pourquoi opposer entreprises et particuliers? L'important est d'être fiscalement compétitif pour les deux. Pour les premières, un certain nombre de problèmes subsistent, et l'expérience nous apprend qu'il faut compter en moyenne dix ans pour faire aboutir une réforme. En particulier, si l'on veut se mettre à l'abri des attaques de l'Union européenne sur la fiscalité des holdings sans perdre en compétitivité, il serait utile de réfléchir à une baisse généralisée de l'impôt sur les bénéfices, surtout au niveau des cantons, ce qui diminuerait la disparité entre revenus acquis à l'étranger et en Suisse.

- Le plan financier 2007-2011 de la Confédération prévoit une augmentation moyenne des recettes de 3,5% et une progression des dépenses de 3,7% en se basant sur une croissance moyenne de 3,1% et une inflation limitée à 1,5%. Est-ce réaliste?

- Je crains que ce plan ne pêche par optimisme. Nous travaillons sur des hypothèses plus conservatrices, sachant que le parlement est toujours tenté d'utiliser au maximum sa marge de manœuvre. Et, quand survient un déficit, il se retrouve avec le problème sur les bras, imposant des mesures d'économies urgentes et impopulaires.

- Où voyez-vous les risques de dérapage?

- Plutôt que de dérapage, je parlerai d'un mouvement de fond depuis 20 à 25 ans dans les dépenses sociales, dont la part était inférieure à 40% du total des dépenses publiques en 1980, contre plus de 50% aujourd'hui. Si l'on ne corrige pas le tir, elle passera à deux tiers dans 25 ans, ce qui réduira d'autant la marge de manœuvre pour investir dans les transports ou la formation.

- Que faire concrètement?

- Par exemple lancer rapidement une 6e révision de l'assurance invalidité concentrée sur la maîtrise des dépenses. Ce n'est qu'à cette condition qu'economiesuisse est prête à accepter une augmentation de la TVA limitée dans le temps pour renflouer temporairement les caisses de l'AI. Si - en vue de la votation populaire - on veut une solution d'assainissement crédible sur le long terme, le parlement doit aujourd'hui déjà clairement en fixer le cap. Même chose pour l'assurance chômage, que le Conseil fédéral veut principalement assainir en augmentant le prélèvement sur les salaires. On n'évitera pas des efforts supplémentaires pour canaliser les prestations. Et le débat sur le relèvement de l'âge de la retraite reste bien sûr ouvert.

- Le ministre des Finances Hans-Rudolf Merz vient de proposer des mesures pour compléter le frein à l'endettement accepté par le peuple en 2001. Vous satisfont-elles?

- Cet instrument a porté ses fruits sur les dépenses ordinaires, et nous nous en félicitons. Les dépenses extraordinaires en revanche lui échappaient, c'est cette lacune que le Conseil fédéral veut combler aujourd'hui, à juste titre. Toutefois, un poste supplémentaire très important continue d'échapper au frein à l'endettement: les assurances sociales. Nous nous trouvons dans la situation paradoxale où nous croyons maîtriser la situation budgétaire, alors que ce n'est vraiment pas le cas. A ce titre, le surendettement de l'AI est emblématique. Bientôt viendra le moment où le fonds d'infrastructures voté pour financer l'effort de rattrapage ferroviaire sera épuisé. Il faudra alors payer les nouveaux projets par le budget ordinaire. Parce que nous n'avons plus de marge de manœuvre financière en raison du dérapage financier des assurances sociales, il faudra faire des choix cornéliens, et les Romands savent, avec la 3e voie Lausanne-Genève ou la ligne du Pied du Jura, à quel point il est difficile de faire entendre ses arguments dans ce débat.

- Sur ce point, vous dénoncez l'opacité des données fournies par les CFF et le Département des transports.

- Il existe certes des chiffres globaux et de ce fait très vagues. Il n'existe par contre aucun classement des variantes et des lignes ferroviaires selon leur taux d'occupation et

de rentabilité. Nous ne prétendons nullement dicter les choix d'investissements en matière de transports, nous demandons simplement que les politiciens disposent des instruments d'analyse adéquats pour arbitrer en toute transparence. Ce n'est aujourd'hui pas le cas.

- Pour sortir de l'impasse actuelle, le conseiller aux Etats Didier Burkhalter suggérait récemment de mettre sur pied un partenariat public-privé pour réunir les moyens nécessaires. Qu'en pensez-vous?

- C'est une piste à explorer. Cela me rappelle ma thèse de doctorat, où j'appliquais ce concept au projet Swissmetro... La grande question que soulève un tel partenariat est le partage futur des recettes d'exploitation pour attirer les investisseurs privés. Les CFF sont-ils prêts à entrer en matière?

- Economiesuisse vient de présenter ses lignes directrices pour la politique de formation, de recherche et d'innovation. Quelles sont-elles?

- Notre message est double. D'une part, il faut garantir une autonomie suffisante pour les hautes écoles. C'est une condition pour mieux connaître les besoins du marché du travail. Rien ne sert de former des étudiants si ceux-ci ne trouvent pas d'emploi adéquat en bout de course. D'autre part, il convient de se demander si nous voulons continuer de subventionner aussi fortement tous les étudiants à l'échelon du master, dans la mesure où les entreprises ont besoin de forces de travail qui les rejoignent beaucoup plus rapidement. Le système de taxes pourrait en tout cas être modulé en fonction des résultats et avoir ainsi un effet incitatif. Le système actuel de l'arrosoir est un bel exemple de solidarité à l'envers en faveur des plus aisés. En outre, avec des taxes universitaires aussi basses pour le master, les hautes écoles suisses se vendent aux étudiants venus de l'étranger largement au-dessous de leur valeur par rapport à leurs concurrentes internationales. * «Reichtum ohne Leistung, die Feudalisierung der Schweiz», Hans Kissling, Rüegger Verlag, 2008, 120 p.

«Economiesuisse est devenue plus svelte et plus crédible»

Jean-Claude Pécelet

Le Temps: Economiesuisse met en place la grosse artillerie pour défendre les accords bilatéraux avec l'Union européenne. Craignez-vous tellement que le peuple les remette en question en refusant l'extension de la libre circulation aux nouveaux membres?

Pascal Gentinetta: D'une enquête récente auprès de nos membres, il ressort que pour 80% des sondés, la libre circulation des personnes avec l'UE a influencé positivement l'évolution dans leur branche. Nous ne sommes pas membres de l'UE, mais elle est notre principal partenaire commercial. Et nous avons besoin de sa main-d'œuvre. Actuellement, nous profitons des avantages gagnés par les accords bilatéraux tout en restant indépendants. Si la Suisse refuse le renouvellement de la libre circulation des personnes et l'extension qui lui est liée, la «clause guillotine» mettra en péril tout l'édifice.

- Encore une fois, craignez-vous les effets d'une campagne anti-européenne de l'UDC?

- Je fais confiance au bon sens de la population qui a confirmé à plusieurs reprises la voie bilatérale. De notre côté, il s'agira de montrer clairement les atouts de cette voie bilatérale, et les risques que nous courons à la remettre en question. Aujourd'hui, il n'existe pas d'alternative.

- Suite à la crise traversée en 2006, economiesuisse a réduit ses dépenses de

fonctionnement. De combien?

- Cette crise a eu un effet purificateur. Nous sommes plus à l'écoute des membres et nous nous concentrons sur les thèmes prioritaires. Le travail de fond reste. Economiesuisse est devenue à la fois plus proactive et plus svelte, ce qui lui a permis de gagner en crédibilité. Concrètement, les dépenses courantes ont été diminuées de 25%, à quelque 15 millions de francs; l'effectif a également été réduit et compte aujourd'hui un peu plus de 50 personnes.

- Les cotisations, elles, demeurent inchangées, ce qui augmente les fonds disponibles pour les campagnes politiques. De combien disposez-vous?

- Ah ça...

- Vous ne le communiquez pas?

- Non.

La ténacité d'un Federer

Jean-Claude Pécelet

«D'abord s'en tenir aux faits»: l'expression revient plusieurs fois dans la conversation de Pascal Gentinetta. Il a préparé plus d'un dossier politique depuis qu'il est entré à economiesuisse en 1999 pour y diriger le domaine des finances publiques et de la fiscalité, ainsi que celui du marché postal. Il est titulaire d'un doctorat à l'Université de Saint-Gall et a suivi un Senior executive program à Columbia Business School. Avant economiesuisse, il a travaillé pour Paribas à Genève, comme consultant, puis pour le Département fédéral des finances, s'y spécialisant notamment dans les questions du financement des infrastructures.

Ainsi lesté, le Valaisan de 37 ans s'est imposé naturellement comme nouveau directeur d'economiesuisse en octobre 2007. Avec le président Gerold Bührer, il a été l'artisan du renouveau de l'organisation, auparavant secouée par le mécontentement de ses membres venus de l'industrie. Le fait d'être Romand n'a pas été un handicap, au contraire, «cela donne une vue d'ensemble».

Tennisman d'assez haut niveau, Pascal Gentinetta a développé dans ce sport la ténacité d'un Federer. Dans un débat, il monte volontiers au filet et n'hésite pas à foncer pour rattraper une balle en fond de court.